

Les Mondes du **Travail**



Hors série
Mobilisations et grèves
février 2020

Les Mondes du Travail

en grève active

Le Collectif Editorial de la revue Les Mondes du Travail a pris la décision de participer au vaste mouvement social contre le démantèlement du « modèle social français », dont la réforme des retraites fait partie au même titre que l'ouverture à la concurrence de services publics, la réforme du lycée ou la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).

Les Mondes du Travail s'associe au mouvement des revues scientifiques qui se sont mises en grève. Son action participe à la mobilisation du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'oppose à la précarisation des conditions d'exercice du métier d'enseignant-chercheur et au démantèlement du service public de l'enseignement et de la recherche.

Notre engagement prendra la forme de la grève active. Ce mode d'action appartient au même répertoire que les contre-cours au lycée ou à l'université, la tenue de séminaires d'université populaire, les coupures de courant d'électricité ou encore le redémarrage de la production sous contrôle ouvrier. Nous avons opté pour ce mode d'action car notre activité, qui a toujours été bénévole, a tout intérêt à se poursuivre en se situant désormais explicitement du côté du mouvement social.

Les sciences sociales sont d'abord des sciences dialogiques et ne peuvent réellement exister qu'en ouvrant des champs de réflexion en lien avec les questions qui agitent la société. Les mobilisations et les grèves de l'hiver 2019-2020 nous offrent l'occasion de démontrer qu'un engagement peut se pratiquer sans renoncer à l'indépendance d'esprit ni à l'ambition scientifique.

Nous publions par la présente un numéro spécial hors-série sur format numérique. Un tirage papier est prévu pour mars 2020 et le bénéfice des ventes sera versé aux caisses de grève.

Le Collectif Editorial
14 janvier -12 février 2020

Ont collaboré à la réalisation de ce numéro : Christophe Baticle, Sophie Bérourd, Rachid Bouchareb, Stephen Bouquin, José Angel Caldéron, Juan Sebastian Carbonell, Delphine Corteel, Pascal Depoorter, Anne Dufresne, Marina Garisi, Nathalie Frigul, Marc Loriol, Hugo Melchior, Séverin Muller, Roland Pfefferkorn.

Coordination: Stephen Bouquin

Crédits photos : Phil O Contrastes, Anne Paq, Collectif Krazny

Conception graphique et mise en page : Teresa Sdralevich

EDITORIAL

Eloge de la grève (collectif)	5
-------------------------------	---

ENTRETIENS

« A notre échelle on a fait l'expérience qu'on pouvait déplacer des montagnes ! » Anasse Kazib et Karim Rouijel (Coordination RATP-SNCF)	9
« Les syndicats ont décidé de ne pas retomber dans le piège de 2010 et de 2016 » Emmanuel Lépine (CGT Chimie)	19
« On va rester mobilisés et continuer les actions » Nicolas Pérrin (CGT FNME)	25
« La bataille de l'opinion publique a été gagnée grâce aux grévistes » Patrick Brody	27
« Le monde enseignant se révolte » Marion Rousselin	31

DOSSIER LA RÉFORME DES RETRAITES : CRITIQUES ET ALTERNATIVES

Retraites, écologie : l'obligation, source de liberté et de bonheur/ Gilles Raveaud	39
La pénibilité est une question centrale dans le débat sur les retraites / Marc Lorient	51
Remplacer le droit au salaire par un binôme RUA-CPA / Nicolas Castel & Bernard Friot	57
Pour une retraite à 2 000 euros pour tous ! / Anne Debrégeas	63

ENQUÊTES

Créativité de la lutte : l'Assemblée Générale interpro Montreuil Bagnolet / Delphine Corteel & des membres de l'AG	66
Raisons d'agir (ou pas) / Stephen Bouquin	75

BILAN ET PERSPECTIVES

Une mobilisation puissante loin d'être terminée / Verveine Angeli	87
Ouvrir une discussion / Hugo Melchior	95
Pourquoi la grève ne s'est pas généralisée ? / Marie-Hélène Dangeville	105
Quelles leçons tirer d'un revers ? / Alain Bihl	111
Une mobilisation, la comprendre et l'aider à gagner / Pierre Cours-Salies	119

CHAMP LIBRE

Ni « réformistes », ni « contestataires » : comment penser le rôle des syndicats dans une mobilisation interprofessionnelle ? / Juan Sebastian Carbonell	129
L'armée de réserve intellectuelle et le travail gratuit : précaires de toutes les universités, unissez-vous ! / Christophe Baticle	135
Violences policières, violences de policiers ou répression du mouvement social? / Marc Lorient	143



© Stephen Bouquin

éditorial

Eloge de la grève

Elle ne ressemble en rien au « droit à la paresse » : être en grève représente au contraire un sacrifice. Il n'y a que ses « passagers clandestins » pour qui elle représente l'opportunité de bénéficier des conquêtes sans prise de risque.

Il y a certainement mille façons de faire grève. Le premier principe consiste à désobéir, à refuser que se poursuive une activité dans laquelle on est engagé. Au 19^{ème} siècle, refuser de se faire embaucher constituait déjà un mode de rébellion, une manière de « faire grève ». Les Bourses du travail, berceau du syndicalisme français, sont nées du refus de se faire employer par certains patrons comme d'être soumis à des intermédiaires (d'où le délit de marchandage).

La première grève générale, selon le sociologue afro-américain W.E. Dubois, fut celle des esclaves, qui au début du 19^{ème} siècle fuyaient en masse les plantations de coton pour tenter de vivre une vie ailleurs.

La grève, ce n'est pas seulement refuser de travailler. On peut la faire sur le tas, en croisant les bras sur le lieu de travail; en faisant un sit-in comme les ouvriers de l'automobile aux Etats-Unis dans les années 1930; ou en faisant la grève du zèle ou la grève bouchon.

Aujourd'hui, dans beaucoup de pays, ce mode d'action est codifié, soumis à des règles et une obligation de préavis. En Grande-Bretagne, grâce à Margaret Thatcher, l'intention de faire grève doit être majoritaire avant de pouvoir avoir lieu. Dans d'autres pays, elle représente toujours un droit, y compris individuel.

La grève est une dissidence, une sédition, même si elle peut se faire au nom d'un travail bien fait. En cela, elle exprime la rupture avec les automatismes sociaux qui forment notre quotidien. Elle exprime le choix de la liberté de dire non, une sorte de subjectivité rebelle, même si ce choix implique une répression, des sanctions, une perte de salaire, la mise à l'index via des listes noires¹.

1. Voir l'enquête de Jérôme Hourdeaux, "Fainéant, gréviste, limité: des salariés de Vinci Autoroutes fichés", Mediapart, 6 février 2020

Pour agir de la sorte, il faut que le quotidien soit rendu insupportable. Les premières grèves furent sauvages ou imprévisibles, subversives car déstabilisant l'ordre établi, et à ce titre toujours sévèrement réprimées. Leur reconnaissance légale (en 1864 en France) a donné lieu à leur codification dans le cadre du mouvement ouvrier dont elles deviennent le principal mode d'action, proprement révolutionnaire (appel à la grève générale). Les grèves de 1936 et 1968 sont symptomatiques de leur pouvoir de transformation sociale et politique. Massives, elles ont la capacité à agréger les colères et les revendications. Tant que possible, les pouvoirs en place les ont en partie domestiquées.

En Allemagne, les grèves ont lieu quand rien n'est obtenu à la table des négociations. En France, du fait d'une structuration antagoniste des « relations sociales » (le pouvoir patronal ne se partage pas), il faut faire grève pour ouvrir la possibilité de négocier. Hélas, ce mode d'action ritualisé et légalement normalisé, s'enferme dans un carcan qui lui enlève son caractère subversif, seule source de changement dans le rapport de force qui oppose capital et travail.

La grève a une dimension éminemment collective : elle fabrique et nourrit le collectif qui en retour lui donne sa force. Mais cette dynamique est systématiquement jugulée par les mécanismes d'individualisation et d'atomisation du monde du travail. On cache l'antagonisme sous des appellations euphémisantes, voire insultantes : les salariés (subordonnés) sont devenus collaborateurs, les syndicats « partenaires sociaux ». On parle d'employeurs et d'organisations représentatives, de relations professionnelles ou de dialogue social. Mais derrière ces mots, l'antagonisme existe toujours. Pas en permanence, mais il ressurgit tôt ou tard.

La grève est ainsi plurielle, mais au-delà des différences qui la « travaillent », ce refus d'alimenter la plus-value est assurément une ouverture pour l'imaginaire. Un moment où les travailleur.se.s se donnent enfin l'opportunité de penser leurs vies. « Ne pas perdre sa vie à la gagner » ? Gagner le droit à vivre sa vie !



Stephen Bouquin*

Depuis début janvier, 2020, en l'absence de cours et avec peu de partiels, j'entame une « immersion » dans les mobilisations. Parfois en visitant des assemblées générales, des piquets ou encore en participant à des manifestations, à Paris et en province (Amiens, Montpellier). L'objectif est d'écouter, de participer à des discussions et prendre la « température ». Pour bien faire, il faut surtout savoir perdre son temps... Ce n'est pas totalement de l'observation participante, même si il y a des analogies. Dans le jargon militant, ce type de pratique existent et s'appelle faire un « travail de bouton de veste ». Certains le font en parlant beaucoup trop. Comme les Témoins de Jéhova. D'autres le font en sachant écouter et tendre l'oreille, en glissant ici et là une idée pour susciter la discussion, pour ensuite savoir convaincre et gagner l'adhésion évidemment. Pour ma part, j'ai opté pour une formule de type « reportage », proche d'un journalisme attentif à tous les détails, tout en essayant de comprendre le sens des mots utilisés par mes interlocuteurs. Tout ce que j'ai pu évoquer au cours de ces conversations pourrait être compris comme une manière d'énoncer des hypothèses de travail, soumises à la réflexion. Pour analyser, comprendre et peut-être, ultérieurement, quand il sera possible de prendre du recul, « expliquer ».

hors série - février 2020
**Les Mondes
 du Travail**
 mobilisations et grèves

Au cours des derniers mois, certain.e.s sont dans l'action, d'autres pas ; beaucoup y sont de manière variable mais tout le monde exprime facilement des opinions. Pas forcément les siennes, la pressions du milieu social existe toujours. Mais il est certain qu'un mouvement social, surtout quand il polarise, nourrit les conversations et facilite l'expression de points de vue. L'espace public est de nouveau investi par la parole.

J'ai choisi d'échanger avec ceux et celles qui sont dans l'action tout comme avec d'autres qui n'y sont pas. Puis en abordant avec celles et ceux qui participent aux grèves et manifestations ce qu'ils pensent de celles et ceux qui n'y sont pas. Et inversement.

Remettre la France en ordre de marche

Ceux qui soutiennent l'action gouvernementale peuvent le faire pour des raisons variées. « Enfin on va remettre de l'ordre ! » ; « Les régimes spéciaux et tout ces privilèges, ça sera enfin terminé ». « Les syndicats enfin remis à leur place ! ». Il y a bien une fraction de la population qui soutient l'action du gouvernement, sa volonté de « réformer » et on devine ces gens de droite (extrême), du centre. D'autres personnes sont d'abord mobilisées par leurs propres problèmes, financiers surtout. Ils vont embrayer le pas dans la conversation à condition que l'on se présente comme critique à l'égard des fonctionnaires, les conditions de départs anticipés à la retraite, le fait de

*Sociologue, Centre Pierre Naville, Université d'Evry Val d'Essonne,

partir avec le « dernier salaire ». Les agents de la SNCF sont les premiers à être dans le collimateur: « Ils ont tout et c'est eux qui font grève ! » Néanmoins, ces mêmes personnes diront avec fierté que leur fille ou leur fils est devenu fonctionnaire. Ils sont enfin rassurés quant à leur avenir...

L'impact des grèves du transport était cantonné à la région parisienne tandis que le trafic hexagonal des trains Corail et TGV était fortement limité pendant au moins trois semaines. Les personnes avec qui j'ai pu m'entretenir perçoivent forcément les choses de façon variable. Le prisme médiatique, surtout pour ceux qui ne sont pas ou modérément impactés par les grèves, est bel et bien présent. Néanmoins, je n'ai pas entendu souvent les poncifs, par rapport à la CGT ou sur la « gréviculture ».

Rares sont ceux qui font semblant faire confiance à cette réforme des retraites. D'abord parce qu'ils et elles ne la comprennent pas. Réforme paramétrique et systémique ? Mais qui comprend vraiment ce langage et le sens de ces deux dimensions de la réforme ? L'ambition universelle est mieux comprise. Personne ne s'oppose à l'idée d'une retraite minimum de 1000 euros, même si on me dit aussi que ce n'est pas assez pour vivre bien ses vieux jours. « Si c'est à condition d'avoir une carrière complète, ce n'est pas vraiment une belle avancée non plus ». Beaucoup de mes interlocuteurs /trices se distinguent surtout par leur scepticisme, voir leur méfiance : « Cela flaire l'arnaque ». Très facilement, on soupçonne une volonté de démanteler la protection sociale, « de la brader à la finance ». Le contrat social qui lie les citoyens à l'Etat est en souffrance depuis longtemps. La conviction que la France d'en haut se porte bien, que certains « se gavent » tandis que le grand nombre peine à finir les mois ou à se projeter dans un avenir est loin d'être isolée. Elle s'est même diffusée dans des couches sociales qui se croyaient à l'abri, ou qui attendaient, en faisant le « gros dos », que la prospérité allait revenir, après la tempête financière de 2008.

La difficulté d'accéder à la propriété, du moins sans apport de patrimoine, accentue le sentiment de subir une lente paupérisation. Devenir propriétaire pour des membres des classes laborieuses est devenu un rêve impossible, sauf à acheter une maison à 150 000 euros dans un lotissement périurbain. Pour ceux qui appartiennent aux couches moyennes, et dont la condition sociale se dégrade, la réalité n'est pas si différente. On pourrait même évoquer ici une sorte de (re)prolétarianisation de ces couches moyennes. Avec l'asservissement de l'endettement en plus.

Le vent de la révolte

A Paris, début janvier, lorsque les métros et RER fonctionnaient très mal, j'ai pu entendre (dans des endroits familiers où la conversation s'élançait plus facilement), combien les opinions exprimées soutenaient la cause des grévistes, surtout parmi ceux qui sont rebutés par le style jupitérien et autoritaire de Macron. La visite des assemblées générale des cheminots, de « l'intergare » comme les actions devant les dépôts de bus m'ont permis d'observer la vigueur d'une révolte « en temps réel ». Un collègue sociologue me faisait l'observation que bon nombre de grévistes sont des

« racisés ». Oui, mais nous le sommes tous, les blancs encore plus d'une certaine manière. Leur privilège est de ne pas devoir le remarquer tandis que d'autres portent la « double peau » des discriminés. Ce qui est certain, c'est que le noyau dur des grévistes à la RATP est formé par des trente-naires ou des quadras, hommes et femmes, issus des quartiers populaires. Ceux qui ne voulaient pas perdre de l'argent dans cette grève, c'était souvent les « blancs », exception faite des militants syndicaux assez nombreux aussi. Mais il est certain que l'appartenance à une même communauté de destin a facilité l'engagement dans l'action collective. Leur adhésion à plusieurs organisations syndicales, sans beaucoup de préférence partisane ou idéologique, a joué aussi.

Portés par la même révolte contre l'injustice sociale, dont les discriminations de couleur ou de conviction religieuse font partie, leur solidarité « communautaire », leur a permis de se mobiliser massivement et d'entraîner les organisations syndicales, par-delà les clivages habituels.

La grève du 13 septembre à la RATP, puis les grèves spontanées dans certains centres de maintenances de la SNCF ont « ouvert le bal ». Elles ont permis d'imposer la date du 5 décembre. La radicalité et l'étendue de la grève à la RATP a redonné confiance à ceux qui à la SNCF doutaient de leur capacité à entraîner une majorité des agents. La solidarité pour tenir plus de 50 jours de grève a joué un rôle essentiel. La participation aux piquets d'étudiants, de professeurs de lycée ou de collège, a donné le sentiment que le nombre pouvait grossir. Cet esprit de la révolte est d'une certaine manière à la fois l'écho et une réponse singulière au mouvement des gilets jaunes. « Nous aussi, on se révolte ! ». Comme les Gilets Jaunes, pour une cause juste. Leur énergie, leur combativité, menée non pas sur une base communautariste ni autour de revendications catégorielles exprime une appartenance de classe désormais revendiquée¹. Les raisons de cet engagement sont multiples bien sûr. Avoir réussi à stabiliser socialement sa propre situation, venant des cités et des quartiers, n'est pas rien. La perspective de perdre 400 ou 600 euros de pension est inacceptable. Pour ne pas perdre cet acquis, les grévistes ont



1. Voir Saïd Bouamama : « Des Noirs, des Arabes et des musulmans sont partie prenante de la classe ouvrière », Entretien publié sur Ballast, 25 mai, 2018, <https://www.revue-ballast.fr/said-bouamama/>

montré leur capacité à sacrifier le présent sur l'autel du futur ; prêts à perdre un mois de salaire s'il faut. En même temps, la stigmatisation, l'expérience d'une répression policière récurrente, rajoute une dimension au vécu qui est le leur. L'arrivée des FDO (forces de l'ordre) sur les piquets, se faire gazer, bousculer ou matraquer, ils ont connu ça avant. « Nous on est des gilets jaunes depuis le berceau ! ». La solidarité se consolide face à la répression, les intimidations, les sanctions (et il y a en a !). Le combat social est en même temps un combat démocratique.

Là où la production ne s'arrête jamais

Après une immersion du côté des grèves en région parisienne, il est de temps de migrer ... vers le pays où les grèves sont improbables. Direction Valenciennes et l'usine de Toyota. Peu de sociologues y sont entrés mais ce n'est pas une raison². Sur le parking, un tiers des voitures sont immatriculées en Belgique. Je réussis par quelques détours à entrer en contact avec des syndicalistes CFTC et CFDT. Un rendez-vous est pris. « Une enquête sur le climat social dans l'entreprise vous dites ? ... ». Quelques entretiens auront quand même lieu.

Ce que j'en retiens ici : les 5 et 19 décembre, une cinquantaine d'agents de production ont participé aux manifs « *mais comme elles avaient lieu le matin, la production n'a pas dû être arrêtée, les militants y allaient avant de prendre leur poste* ». La question des retraites n'est pas vécue comme un enjeu de premier ordre. : « *Valenciennes est une usine compacte, un effectif de 4500, dont 4000 en production. La moyenne d'âge est 38 ans, et pour les travailleurs d'ici, leur préoccupation c'est d'abord d'arriver en bonne santé à la retraite. A 35 ans, beaucoup se plaignent des problèmes de canal carpien, de douleurs lombaires, problèmes d'insomnie* ». Dans le groupe, Toyota-Valenciennes est une usine compétitive, mais pour le personnel de production, c'est la santé qui trinque... On y fabrique 330 000 voitures par an, une voiture toutes les 57 secondes. La flexibilité est surtout présente via l'*overtime*, une heure qui fait suite au poste (5h30-13h ou 14h-21h30) pour rattraper le retard au niveau du quota. Avec les équipementiers autours, il faut comprendre que tout est mesuré au micron près. L'usine a reçu un nouveau modèle, après la Yaris ; un SUV modèle hybride. Pour assurer la qualité en une montée en volume, la direction a gardé du « sureffectif » même si le programme de la Yaris se termine. La chaîne devient polyvalente, comme en Tchèque. Toyota a recruté plus de 500 personnes en 2019.

Beaucoup sont des anciens intérimaires. Il semble qu'il y en avait au minimum 800 ces dernières années. La CFDT a contraint la direction à recruter sur des critères objectifs : ancienneté, qualification, adéquation et motivation. Pas d'arbitraire donc : « *Si la personne est là depuis 10 ans, il faut la prendre, car on ne garde quand-même pas quelqu'un pendant 10 ans qu'il est fainéant ou incompétent !* ». La section CFDT, avec un peu plus de 40 % des suffrages pour sa liste aux dernières élections professionnelles a mené une action en mettant sur le parking un camion avec une permanence pour faire la liste des intérimaires candidats pour un CDI.

2. Pardi, Tommaso. « Travailler chez Toyota : de l'emploi à vie à la course à la survie », La Revue de l'Inres, vol. 62, no. 3, 2009, pp. 39-70.

Une culture d'entreprise hégémonique ?

Il n'y a donc jamais de grève dans cette usine ? Si, il y en a eu mais visiblement, chez Toyota, on ne s'en vante pas, car l'image de marque et la politique de positionnement interne au groupe comptent pour beaucoup. Le *benchmarking* est partout. Autant que les autres unités d'assemblage, Valenciennes doit constamment améliorer ses résultats : qualité, productivité, incidents. Ces objectifs se répercutent sur les teams, les équipes. Je finis par comprendre qu'une prime trimestrielle, d'environ 700 euros, versée dans le cadre de l'intéressement, n'est pas payée « dès qu'on sort *des clous* ». Absences, qualité, rendement, la norme comportementale et « positive attitude » semblent régir les relations de travail... Bref, les normes de l'excellence. « *Les salaires ne sont pas très élevés. On a dû se battre pour obtenir un 13^{ème} mois, qu'on a obtenu en échange de pauses en moins (désormais en dehors du temps de travail) et d'une réunion mensuelle de 50 minutes pour faire le point sur l'amélioration du process* ».

hors série - février 2020
**Les Mondes
 du Travail**
 mobilisations et grèves

Quel type de grève trouve alors une adhésion ? Oui, je l'avais deviné, c'est la grève sur le tas... « *Les gars se sont croisés les bras, dans tous les ateliers, les uns après les autres. On est resté à côté du convoyeur, dans les espaces à proximité. La négociation s'est débloquée et on a obtenu ce qu'on voulait.* »

Ce n'est pas une usine sans grève pour autant. Ainsi, en 2009, le site de Valenciennes a connu 15 jours de grève dont 4 avec blocage de la production. La grève était portée par la CGT et FO qui revendiquaient le paiement du chômage économique à 100 % au lieu des 60 % prévus. Ils ont obtenus 95 % du salaire net, et leurs jours de grève, non payés, ont été étalés sur l'année. Une petite victoire compte parfois beaucoup pour inverser la tendance. Tout cela avec seulement un gréviste sur dix ! Mais comme il suffit de peu pour dérégler le flux tendu, une minorité agissante dispose d'une capacité de « nuisance » assez fulgurante.

Mais aujourd'hui, après plusieurs années de salaires à l'arrêt, un pouvoir d'achat « en berne », rares sont ceux qui se risquent à perdre leur prime pour quelques jours d'action nationale contre la réforme des retraites...

Le bas de l'échelle

Je connais désormais l'horaire de travail, je reviendrai traîner sur le parking. Quoique, 5 heures de matin, c'est vraiment très tôt s'il faut en plus faire de la route. Je préfère arriver tard le soir et dormir dans la voiture... Dans la nuit, un peu fatigué, je me suis trompé de parking et je me retrouve du côté des équipementiers. Ce sont des petites boîtes avec des effectifs de 100 à 200 ouvriers. Il y a un fabricant de pièces avec de l'emboutissage et de la peinture de pièces de rechange (ailes, toits, capots, portes, planchers). L'autre entreprise est un plasturgiste nippon dont l'usine française fabrique uniquement des pare-chocs, au rythme prévu de 250.000 pièces par an, avec juste deux presses à injecter de 3.000 tonnes. A peine une centaine d'ouvriers y travaillent.

Les voitures arrivent. Visiblement le co-voiturage fonctionne bien (pour économiser chaque euro?)

- Je peux vous poser une question ? Vous êtes contents de bosser ici ? (Ils me regardent comme si j'étais un inspecteur de police.)

- Pourquoi, tu cherches du travail ?

- Euh non, je fais une enquête sur les grèves... (Il vaut mieux mettre les pieds dans le plat, car ils n'ont que quelques minutes...).

Je les appellerai Farid, Ali et Said. Ils sont de la région et travaillent ici depuis quelques années : *« C'est mal payé ! C'est de l'esclavage partout. On a le choix entre 10 ans d'intérim ou terminer au RSA. Il faut s'accrocher, tous les jours. »*. Des primes de rendement sautent si t'es pas à 100 % tout le temps. Mais attention, pour une misère. Si t'as quelques jours de congé maladie, c'est khalas. »

Pour eux, la réforme des retraites, c'est *« juste une fois de plus la même chose »*. *« Oui, il faudrait que ça pète vraiment. Qu'ils prennent peur. Comme le Hirak, comme à Beirut. Il n'y a que ça qui va les arrêter. La retraite ? N'importe quoi ! La carrière, faut pas y penser, sauf si t'aime aller en prison (rires). Et travailler en Belgique ? Il n'y a pas de travail de l'autre côté. Les Belges viennent ici, alors tu penses bien ! »*. Je prends rendez-vous pour un vrai entretien.

Retour à Amiens

Je prends la route pour Amiens après un petit-déjeuner sur l'A2. J'ai rendez-vous avec Kévin Crépin, secrétaire de l'UD CGT de la Somme. Il est jeune, inspecteur du travail et s'occupe de l'UD depuis quelques années seulement. Visiblement, il était temps qu'une nouvelle génération prenne la relève des derniers survivants de l'ère Gremetz... Il connaît *Les Mondes du Travail*, l'UD est abonné depuis le début. *« Je viens de terminer un CCN en téléconférence. C'est clair, il faut faire des AG dans les boîtes, prendre le temps d'expliquer la réforme, mettre en avant des contre-propositions, afin qu'ils comprennent les enjeux de la bataille. Quand on fait ça, on ramène du monde à la manifestation ! »* me dit-il. *« Je ne suis pas fan d'enquêtes mais dans les Pyrénées Orientales, la section*



CGT de la boîte a fait une enquête dans les ateliers. On attend de nous de l'information, et pas seulement des tracts. Les travailleurs veulent être impliqués dans l'élaboration d'un plan d'action. Ils ont fait cela depuis l'automne ils ramènent du monde ! ».

La bataille continue mais il faut ajuster le dispositif ; on ne peut pas aller d'une manif à l'autre, je lui dis. Quelles solutions ? « Il faut désorganiser, élargir et mener la bataille aussi sur le front politique ». Je pars avec Kévin pour participer à une action à la cité scolaire. Les jeunes précaires, souvent des pions, mènent la danse. Diffusion de tracts, distribution de café et tartes. Estelle s'explique : « *ce petit boulot, il nous le faut pour faire des études car nos parents, ils ont du mal aussi. On le fait avec plaisir mais on n'est jamais certains de pouvoir recommencer en septembre. Le travail l'hôtellerie, je n'en veux plus. Là, je sais que mes années d'études seront vraiment perdues. En fait, il faudrait des bourses qui permettent de vivre correctement. Ou un salaire étudiant... ».*

Avec ses collègues pionnes, Estelle distribue des tracts d'appel pour la manifestation du 24 janvier. Les lycéen.e.s sortent, quelque'un.es discutent mais dans l'ensemble, c'est plutôt l'indifférence qui règne. Il est vrai que le tract ne parle que du retrait de la réforme des retraites... Difficile de motiver des jeunes de 15-18 ans pour cette seule question.

[A ce propos, les jeunes présents dans l'action sont plutôt marqués par la culture politique de leurs parents. Ils rejettent le monde capitaliste, et sont convaincus que la majorité des gens ont été gagnés par l'esprit capitaliste, ne serait-ce que culturellement. Ils et elles ont le look neo-punk, skin-head, bardés de pins politiques. C'est une vraie contre-culture, mais pas de cette époque...]

Il y a autour de la table à café des Gilets jaunes qui arrivent. Les Réfractaires, les GJ picards, ... Il semble y avoir pas mal de petits groupes de GJ. Ils se coordonnent pour aller à Paris. Il y a notamment Eddy, un jeune travailleur qui galère. Il raconte sa garde à vue après une arrestation lors de l'acte 62 : « *Ils m'ont gardé presque deux jours, ils ont voulu me faire signer une déclaration. J'ai refusé et j'ai continué à refuser. Heureusement qu'on est coordonné, on a nos avocats, il y a une chaîne de la solidarité... »*

Eddy garde encore les marques de son arrestation : arcade pété et un œil au beurre noir. C'est le héros de la bande. Malgré la violence de son arrestation (par la BAC), des policiers lui ont témoigné leur solidarité lorsqu'il était en cellule, le partage de cette conviction « qu'il faut que ça pète ». Pour lui, le combat des Gilets jaunes va continuer et se battre aux côtés des syndicats ne lui pose aucun problème. C'est le même combat pour la dignité, « *pour l'honneur des travailleurs et une France meilleure »* dit-il en souriant. « *On fait de la solidarité. On a un local, un centre social pour se rencontrer sur le département. Fini les cabanes et les rond points, on fait dans le sérieux ! On a un dépôt qu'on peut utiliser. Pour héberger aussi les gens dans le besoin, une cuisine populaire. »*

[Je me souviens qu'au cours des années 2006-2008, des réseaux d'extrême droite « identitaires » avait mis sur pied un centre social en zone rurale pour recruter des jeunes précaires picards. Ils n'y étaient pas arrivés. A l'époque, les jeunes « racisés blancs » étaient massivement recrutés pour travailler à Roissy. Les enseignants en filière technique et

professionnelle m'avaient mis la puce à l'oreille en disant que les recruteurs venaient chercher des jeunes sur les bancs scolaires. Pour les employeurs de Roissy, peu après la vague de révolte dans les quartiers et les cités de 2005, les jeunes des cités étaient trop rebelles. Ce qui n'est pas faux car en 2007, c'est surtout des jeunes des cités des alentours qui ont participé à la longue grève chez Citroën Aulnay. Aujourd'hui, la jeunesse rurale du plateau picard semble beaucoup plus fragile sur le plan de l'emploi.]

Pas facile d'être minoritaire

A Amiens, durant la retraite aux flambeaux je m'entretiens avec des militants CGT présents dans le cortège. Tout d'abord avec Lucien, ancien responsable de la section CGT de Valeo. La cinquantaine passée, il m'annonce qu'ils seront une dizaine le lendemain à la manifestation. « *Pourtant, on a une bonne section syndicale, j'ai passé le relais à plus jeune que moi. Dans la boîte, on n'est pas démunis, on est même majoritaires, on a plus de 120 adhérents. Quand il faut marquer le coup par rapport à la direction, il y a du monde derrière nous. Le souci, c'est la répression, financière surtout. Tu fais grève, tu perds plus qu'une journée de salaire, hein... Tu perds ta prime trimestrielle, ou la moitié, basé sur ta motivation, le rendement et tout le bazar. Les mecs n'ont pas envie de cramer 500 euros pour une journée d'action. Je les comprends. Alors, il faut y aller sur les heures syndicales. Ça réduit notre périmètre...* »

Au sujet des retraites, Leo est présent pour ses enfants et leur avenir : « *Si on perd la retraite par répartition, Black Rock mettra le grappin dessus. Mais comprendre ça, cette conscience, ça se perd poursuit-il.* » Pourtant, il reste confiant : « *Si la réforme passe, Macron va payer l'addition. A nous de faire en sorte que cela ne soit pas le RN qui en profite. Il faut se bouger sur le plan politique !* »

Le cortège compte 700 à 1000 personnes. Il passe par La Providence, le lycée d'Emmanuel Macron et de Jean-Paul Delevoye. Autant dire que pour les militants amiénois, la bataille sociale est aussi une bataille locale. Je m'entretiens avec Roland, qui porte un gilet jaune avec CGT dessus. Il m'ex-



plique qu'il s'est engagé dans ce mouvement dès le début, en annonçant sa couleur syndicale mais en acceptant aussi l'indépendance de ce mouvement. « *Avec les Gilets jaunes, on est allé très loin, on n'avait plus vu ça depuis très longtemps. Ils ont eu peur, en haut. Et ça, on l'a vu aussi au boulot.* » Roland travaille à la Poste. Il est le seul présent de son équipe. « *Oh, dans la boîte, l'ambiance n'est pas terrible. Je travaille du côté de DPD, filiale de Geopost. Ils ne font que du traitement d'expéditions et suivi, etc ; un travail de bureau à 50 %. Le reste, ce sont les tournées dont une bonne partie est sous-traitée à des coursiers, des petites boîtes ou des auto-entrepreneurs* ».

« *Tout le monde a peur. Ne parlons pas de faire grève. Rien que de se solidariser avec des collègues et on est dans le collimateur. Pour les livraisons, on ne sait pas trop comment ça se passe. En fait, La Poste a filialisé, et cette filiale fait la même chose pour terminer avec des sous-traitants. Notre travail est difficile, la qualité du service pas terrible et chacun essaie de s'en sortir comme il peut. Moi, je suis la forte tête. Je ne vais pas jouer le petit robot du management* ».

Pour lui, les mobilisations ne sont que le début d'un long combat. Pour remonter la pente, il va falloir pédaler, pédaler et pédaler... « *Mais avec les Gilets jaunes, on a vu qu'avec la force du nombre, nos luttes peuvent exister. Ça, aucun rigolo qui passe à la télé pourra nous le sortir de la tête* ».

Un bastion syndical

Parallèlement à mes visites de terrain, j'ai effectué des entretiens avec des militants et responsables de la CGT-FNME (Fédération nationale mines et énergie). L'entretien avec Nicolas Perrin est un premier résultat (voir page 23-24). Ces échanges m'ont permis de comprendre la spécificité de ce secteur. Le Groupe EDF est un mastodonte avec 150 000 salariés. Détenu à 80% par l'Etat, mais actif en bourse et sur le marché international de l'énergie. Dans la branche des industries électriques et gazières, la CGT reste un bastion syndical qui a obtenu 40% des suffrages lors des dernières élections professionnelles de 2019. Les taux de grève sont plutôt élevés avec une moyenne de 60 à 70 % durant les journées nationales de décembre. J'ai participé à leurs cortèges très étoffés, massifs et fournis par des catégories variées (femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, techniciens et ingénieurs, ouvriers).

Dans le secteur énergétique, l'action syndicale favorise souvent les actions d'éclat : rétablissement du courant dans les foyers qui en sont privés, coupures d'électricité des bâtiments du MEDEF, préfectures, ministères, tarif de nuit pour les usagers, blocage des plateformes Serval³, de centrales hydrauliques ou thermiques, nucléaires (mais c'est moins facile, « une centrale n'est pas une usine de chocolat »). Plutôt que d'arrêter les centrales nucléaires de fonctionner, l'action syndicale a privilégié la tactique du « freinage » : empêcher la remise en route de réacteurs arrêtés pour raison de maintenance (ce qui coûte 1,5 million d'euros par jour à EDF) ou retarder l'arrêt des réacteurs dont la maintenance est programmée. Depuis le 23 janvier, la fédération CGT Mines et Energie est également à la manœuvre dans la grève qui paralyse trois incinérateurs de déchets desservant 85

3. La plateforme Serval est l'approvisionneur et le logisticien d'Enedis et GRDF. C'est elle qui fournit le matériel à toutes les équipes techniques qui raccordent les immeubles d'habitations, entreprises et autres locaux aux réseaux. Après plusieurs semaines de grèves, ses sites commencent à manquer de matériel...

communes franciliennes dont Paris. Grève des salariés ou actions de blocage ralentissent l'entrée et la sortie des bennes. Ce mouvement est beaucoup plus pénalisant que la grève des éboueurs eux-mêmes⁴.

Ces actions donnent souvent lieu à des poursuites judiciaires. En Bretagne par exemple, Enedis a poursuivi 19 agents pour le blocage de son site. Le tribunal de Vannes a débouté l'entreprise. C'est qui la deuxième fois que la justice donne raison aux bloqueurs. Dans le cas contraire, chaque agent encourait une astreinte de 1000 € par jour de blocage. Auparavant, le tribunal de Bordeaux avait relaxé six militants de la CGT Énergies qui bloquaient une autre plateforme en Gironde. Pour la CGT Mines et Énergie, ces actions en justice visent le droit de grève alors que celui-ci implique le droit de perturber, bloquer ou d'arrêter la production.

Ce type d'actions s'inscrit dans une longue tradition où l'enjeu de l'opinion a toujours été présent. On peut même considérer Émile Pataud, secrétaire du syndicat de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité (1904-1910), comme le père de cette tactique. Pour comprendre cette tradition, il faut, comme le rappelle Stéphane Sirot intégrer le fait que dans la culture syndicale de la CGT, l'entreprise a été fondée par le premier dirigeant syndical de la profession, Marcel Paul. « Il y a donc un rapport à l'outil de travail qui est très particulier, très fort. (...) Couper l'électricité est un mode d'intervention très classique dans les grèves des énergéticiens. Au début du XX^e siècle, on coupait le courant dans tout un quartier de Paris pour inciter les pouvoirs publics à céder sur les revendications. »⁵

Certes, chez EDF, beaucoup d'activités ont été externalisées. La division entre le secteur électrique et gaz a été vécue comme un recul important. Ce secteur est stratégique et la CGT dispose d'une capacité d'action qui lui permet de mettre à l'arrêt la production électrique en peu de temps, ce qui est moins le cas des raffineries dont le stock peut fournir du carburant pendant un mois facilement. Pour l'instant, dans ce secteur, le choix premier fut de désorganiser le plus possible la production. L'avenir dira si, au cours d'une seconde séquence des mobilisations, le pas sera franchi pour mettre à l'arrêt durablement la production énergétique et faire en sorte qu'il fasse tout noir dans les beaux quartiers...

Pour conclure provisoirement

Pour la troisième fois en moins de quatre ans, un vaste mouvement social a fait irruption. Après les mobilisations contre la Loi Travail (dite El Khomry) en 2016, la révolte sociale en Gilets jaunes (novembre 2018- printemps 2019), c'est désormais un mouvement de grèves massives, de protestations contre la réforme des retraites que nous connaissons depuis fin 2019. Les séquences se suivent mais ne se ressemblent pas. En même temps, chacun a en mémoire la séquence précédente. A chaque reprise, nous avons pu observer une épreuve de force qui oppose le gouvernement à un mouvement social. Sans jamais céder sur le fond, mais en louvoyant, en amendant ou en cédant (ou faisant semblant de) sur certains aspects.

4. Le coût atteint 700 000 euros par jour. La moitié de cette charge revient à la capitale qui envisage de se retourner contre l'Etat, après la fin du conflit.

5. Stéphane Sirot, Les coupures volontaires : "Une arme employée quand les relations sociales sont dégradées", Le Journal du CCAS, 28 janvier 2020 <https://journal.ccas.fr/coupures-volontaires-une-arme-employee-quand-les-relations-sociales-sont-degradees/>

Néanmoins, on peut bien voir le climat social « se tendre » pour le dire avec un euphémisme. L'unique conclusion – dehors des convictions politiques et militantes que l'on peut avoir – que je tire de cette immersion et des nombreuses conversations se résumerait ainsi : les territoires de la révolte sont encore un archipel... La coagulation des colères, la convergence des luttes, le « tous ensemble » exige la prise en compte de l'ensemble des problèmes sociaux. Tant la précarisation de la condition salariale, le présent difficile avec le pouvoir d'achat en recul, l'avenir incertain avec la question des retraites, ou encore le démantèlement des services publics (de l'Éducation Nationale à l'hôpital) devraient trouver une réponse revendicative qui va bien au delà des retraites.

Lorsque des gouvernements successifs ignorent les protestations et mettent en œuvre une politique répressive de plus en plus vigoureuse, l'interrogation qui ne tardera pas à émerger – elle pointe déjà – est celle du régime politique dans lequel nous vivons. Emmanuel Macron a voulu anticiper cette question en soulignant la nature démocratique du régime actuel. De la sorte, la balle est désormais aussi dans le camp de l'opposition parlementaire et des forces politiques qui s'opposent à la politique gouvernementale.



